

CountrySide

N° 167

European Landowners' Organization

JANVIER-FEVRIER 2017 - BIMENSUEL - FR

**Le Forum régional
pour le Futur de l'Agriculture:
la France peut-elle
rester un joueur
agricole mondial?**

Christoph BÜREN

Président de ELO





Editorial

Thierry de l'ESCALLE, Secrétaire général

Tables des matières

- 3 Le Forum régional pour le Futur de l'Agriculture: la France peut-elle rester un joueur agricole mondial?

- 6 Les experts proposent des changements structurels de la PAC

- 7 Consultation publique sur la PAC

- 8 Conférence-débat sur l'accès et l'usage des terres agricoles

- 10 2017 Arbre européen de l'année

- 11 Le CIC soutient l'Exposition mondiale de la chasse et de la nature prévue en 2021

- 11 Agriculture et climat. Du blé par tous les temps

- 12 L'Europe aura-t-elle accès à la sélection végétale du XXIe siècle?

- 13 Les projets de YFCS pour 2017

- 14 LULUCF dans le cadre de l'UE 2030 sur le climat et l'énergie

- 14 La réunion de lancement du projet AgriDemo-F2F

- 14 Annonce de la disparition de notre ami Nicholas EFSTATHIADIS

- 15 Le FFA reconnu comme Be Ambassador-Ambassadeur de Bruxelles

- 15 Agenda

Demain peut encore être meilleur

De nos jours, il ne semble pas y avoir de fin aux mauvaises nouvelles et au pessimisme; chaque jour nous sommes confrontés à de nouvelles crises et bouleversements politiques. Toutefois, si on considère une période plus longue, nous voyons que notre projet européen a apporté et continue d'apporter des progrès extraordinaires et de l'optimisme.

Si nous avions dit aux jeunes des années 1950 qu'un jour ils pourraient traverser les frontières sans papiers, utiliser la même monnaie partout, être en mesure de travailler et de vivre partout, ils nous auraient traité de fous. Si nous avions prédit qu'une Europe ravagée par la guerre serait un jour inondée de nourriture de qualité et bon marché, et que nous pourrions en jeter 100 millions de tonnes, on ne l'aurait pas cru.

L'augmentation de l'application des connaissances et de la machinerie dans nos domaines a fait que la France, par exemple, n'a plus besoin d'envoyer environ 30% de sa main-d'œuvre dans les champs. Les jeunes sont maintenant libres d'étudier, de se développer comme ils le souhaitent, ou même de retourner à la ferme - mais de le faire de leur propre gré et non par contrainte.

Ce sont des changements extraordinaires; ils représentent un degré de liberté qui n'aurait pas pu être imaginé il y a un siècle. Bien que nous ne devrions pas sous-estimer nos ennuis, ni nous enterrer dans un passé imaginaire et romantique, nous devrions également faire face à notre avenir avec de l'espoir et de l'optimisme. La preuve empirique d'un avenir meilleur demeure tout autour de nous.





D. TARDIT, M. PORTIER, S. ABIS, C. VAUTRIN, P.O. DREGE

Le Forum régional pour le Futur de l'Agriculture: la France peut-elle rester un joueur agricole mondial?

La conférence régionale du Forum pour le Futur de l'Agriculture (FFA) s'est déroulée le 25 janvier dernier à Reims.

William de GRUNNE, ELO



Au cours de son discours d'introduction le Président d'ELO Christoph BÜREN a introduit les sujets clés du FFA, notamment que la sécurité alimentaire et environnementale sont indispensables à notre survie et l'une ne peut pas être réalisé sans l'autre. Il a souligné l'importance de poursuivre les discussions du forum à Bruxelles à plus petite échelle dans les régions. Ceci étant crucial pour obtenir un changement sur le terrain car ce sont les acteurs locaux qui constituent le moteur du progrès.

La première table ronde modérée par Pierre-Olivier DRÈGE avait pour mission de répondre à la question « Pourquoi produire pour les besoins mondiaux ? ». Au cours de ses mots d'introduction Mr. DRÈGE a précisé que la Région Champagne-Ardenne, aujourd'hui le Grand Est, est une région

idéale pour parler du futur de l'agriculture qui est son activité principale. L'agriculture y tient un rôle mondial pour les produits exclusifs comme par exemple le champagne. Les intervenants de la table ronde ont souligné que le consommateur et l'agriculteur ont perdu le contact et que leurs vues de l'avenir ne sont pas les mêmes, par exemple par rapport à une production plus élevée pour satisfaire une demande de sécurité alimentaire mondiale.

Ensuite les intervenants ont confirmé que trois buts de développement sont d'une importance clé pour permettre aux régions agricoles de la France et de l'Europe de défendre leur place au sein du marché mondial. Il faut obtenir un développement écologique, économique et social; un des moteurs essentiels du développement de l'agriculture est l'innovation.

La table ronde a continué sur le fait que les agriculteurs devraient répondre aux besoins d'une consommation mondiale car la France a tous les atouts nécessaire pour y parvenir: y compris les acteurs nécessaires comme les agriculteurs, les agronomes et la recherche; la structure agricole sous forme de coopératives amplifie le poids d'un agriculteur; le climat y est idéal, la terre est fertile et la position de la France se prête à une logistique efficace au niveau mondial. Ces atouts ne sont malheureusement pas stables et il suffit que l'un d'entre eux diminue pour affaiblir sa position. Ce qui permettrait de ne pas perdre cette position globale ainsi que de stabiliser la fragilité de cet équilibre est la filière d'excellence. Cela permet de produire pour un marché unique qui ne reçoit pas de pression d'autres acteurs. Pour atteindre de telles productions une



P. LECOUEY, J.M. CHAUVET, P. BORDES, D. CAUSSE, J.P. BORDES

fois de plus l'innovation est un élément nécessaire.

L'innovation liée à l'éducation peut aussi contribuer à une agriculture plus flexible aux changements. Il faut se préparer à pouvoir produire différemment, une certaine flexibilité évitant une trop importante déstabilisation.

Un instrument crucial qui permet une agriculture flexible, compétitive et durable est une Politique Agricole Commune (PAC) équilibrée, prête à guider le secteur sur la bonne voie. Pour obtenir cela il y a deux possibilités (1) créer une nouvelle politique commune ou (2) adapter la PAC pour obtenir une PAC 'post 2020' qui guide l'Europe dans une nouvelle direction. C'était le sujet de la deuxième table ronde lancée par Achim IRIMESCU, Ministre Plénipotentiaire de la Représentation Permanente de la Roumanie auprès de l'Europe. Selon lui la PAC est un outil nécessaire, vaste et complexe, mais qui n'est plus adapté à l'évolution de ce monde. Vu sa complexité il sera difficile d'implémenter les changements nécessaires. Il faut prendre exemple sur la réunion des Ministres qui s'est tenue à Chambord, où une simplification a été créée.

Les deux autres participantes à cette table ronde, Catherine GESLAIN-LANÉELLE, Directrice Générale du Ministère de l'Agriculture et Céline CHARVERIAT, Directrice Exécutive d'IEEP, ont soutenu le fait que la PAC doit changer et évoluer tout en essayant de la simplifier. La table ronde a conclu que la PAC doit améliorer la durabilité et l'impact écologique de l'agriculture car l'environnement et l'agri-

culture sont étroitement liés. De plus, les intervenants ont conclu que la gestion du risque agricole n'est pas assez développée au sein de l'actuelle PAC. Les filets de sécurité sont soit insuffisants soit mal équilibrés, attribuant le soutien de manière déséquilibrée aux différentes régions européennes. Comme la démontré l'année passée l'Europe étant atteinte par des crises agricoles est un manque d'outils qui permettrait d'adoucir la chute de sa position sur le marché global. La modification de la PAC sera compliquée car l'agriculture se trouve à la fois au niveau mondial et au niveau le plus 'local'.

Un sujet prépondérant était présent tout au long de la journée- l'innovation. Il était également le sujet de la troisième table ronde. 'Mission innovation 2025' est un rapport composé de 30 projets qui promeut une agriculture compétitive et respectueuse de l'environnement. Ces 30 projets sont départagés sur plusieurs branches de l'agriculture qui se résument en trois priorités principales. La première priorité est de développer une approche systémique et faire de l'agriculture un contributeur à la lutte contre le dérèglement climatique; la deuxième est de permettre le plein développement des nouvelles technologies; et la troisième est de fédérer tous les acteurs de la recherche d'expérimentation et du développement agricole en appui de la compétitivité.

Ce rapport a été commandé par le ministère de l'agriculture en guise de conseil. Quelques éléments clés que l'on y retrouve, tel l'avancement technologique, le développement scientifique et l'amélioration des formations des agriculteurs

et des autres acteurs du secteur agricole peuvent bien inspirer la discussion sur le futur de la PAC.

Les intervenants de cette table ronde ont donné plusieurs exemples d'innovation dans le secteur agricole, à commencer par la bio raffinerie de Bazancourt qui est un énorme complexe de recherche scientifique, d'industrie, d'éducation et d'innovation. Les quatre facettes du site de Bazancourt travaillent main dans la main pour obtenir une efficacité maximale en réutilisant le plus possible les déchets en les utilisant comme matière première entre usines et centres de recherche. D'autres exemples d'innovations ont été donnés dans le secteur des engrais et de la machinerie, là aussi travailler main dans la main afin de répandre les engrais de nouvelle génération avec des machines plus efficaces de manière précise grâce aux avancements technologiques pour éviter des dosages trop élevés.

La conférence a été clôturée par Christoph BÜREN. Il a souligné une fois de plus que l'agriculture de demain a besoin d'innovation, de flexibilité et d'une PAC plus adaptée aux besoins environnementaux et économiques. Afin de garder la place de la France et de l'Europe l'agriculture doit pouvoir évoluer et s'adapter.

Cette discussion sera poursuivie au FFA2017 à Bruxelles le 28 mars, n'oubliez pas de vous y inscrire - pour plus d'informations veuillez-vous rendre sur le site www.forumforagriculture.com et suivez-nous sur Twitter @ForumforAg.



Un temps pour vivre l'instant, un temps pour préparer l'avenir.

Vous souhaitez préserver durablement votre patrimoine pour les générations à venir.
Prenez le temps d'en parler avec nous: LGT Bank (Suisse) SA, téléphone +41 44 250 84 80

LGT. Votre partenaire pour des générations.
À Bâle, Berne, Genève, Lugano, Zurich et sur plus
de 15 autres sites dans le monde. www.lgt.ch



**Private
Banking**

Les experts proposent des changements structurels de la PAC



Julianna NAGY, ELO

La Politique Agricole Commune (PAC) représente près de 40% du budget total de l'UE et constitue un mécanisme de soutien crucial pour l'agriculture et l'environnement rural en Europe. Il s'agit d'un outil important qui, s'il est conçu et géré efficacement, peut avoir un impact réel sur la manière dont l'agriculture européenne affronte le changement climatique (tant par la réduction des émissions que par l'adaptation) et gère les terres et les campagnes pour optimiser le fait de fournir des aliments et de l'énergie, du bio-matériel et des services écosystémiques, et soutenir le développement économique des zones rurales.

Mais si elle doit continuer à conserver une part aussi importante de l'enveloppe budgétaire de l'UE, elle doit montrer aux décideurs politiques, aux parties prenantes et aux citoyens européens qu'elle est apte à réaliser ses objectifs et ceci à un bon rapport qualité-prix.

Les éminents universitaires Allan BUCKWELL, Allan MATTHEWS, David BALDOCK et Erik MATHIJS ont pris la parole lors de l'intergroupe « Biodiversité, chasse, activités rurale » organisé en jan-

vier au Parlement européen par le Président Karl-Heinz FLORENZ et co-organisé par ELO et la Fondation RISE. Ce déjeuner-débat, était une discussion d'ouverture nécessaire car la saison de la réforme de la PAC a débuté à Bruxelles et que les problèmes financiers persistants ainsi que la crise des réfugiés continuent de faire pression sur les budgets publics et sur des subventions agricoles que beaucoup perçoivent comme faramineuses.

La Fondation RISE a réuni un groupe d'experts pour élaborer le rapport sur l'évolution future de la PAC sous la bannière de « La PAC: penser autrement » (ang. « thinking out of the box »). L'étude envisage pourquoi le changement dans la PAC est impératif, à quoi pourraient ressembler les réformes (spécifiquement sur la gestion des terres et la gestion des risques), et comment les futures réformes pourraient être mieux négociées. Une partie essentielle des travaux de la Fondation est de consulter régulièrement un large éventail de parties prenantes intéressées, pour cela les points de vue et les opinions exprimés lors du débat parlementaire seront intégrés dans le développement ultérieur du projet. Le rapport final sera pré-

senté le **27 mars dans le cadre de l'événement pré-FFA à Bruxelles.**

Jusqu'à présent, le XXI^e siècle se caractérise par une accélération de l'utilisation des ressources, une croissance démographique sans précédent, des inégalités croissantes et une planète qui a dépassé au moins 4 de ses 9 frontières planétaires identifiées, toutes clairement liées à la production alimentaire. En ce qui concerne la biodiversité, 60% des écosystèmes sont déjà dégradés ou utilisés de façon non durable, et les impacts et l'accélération du changement climatique sont de plus en plus graves. Pour répondre à ces défis, l'UE a signé il y a un peu plus d'un an deux accords internationaux importants: les Objectifs de Développement Durable (ang. SDGs) et l'Accord de Paris COP21 sur le Changement Climatique. Janez POTOČNIK, Président de la Fondation RISE a expliqué dans son discours d'ouverture: « Si nous voulons réaliser les ODDs, il est impératif que nous ayons une PAC qui les soutienne à réaliser leur potentiel en tant qu'agents critiques du changement dans la transformation des systèmes actuels de consommation et de production. »

6



Karl-Heinz FLORENZ ouvre le débat



Consultation publique sur la PAC

Le 2 février la Commission européenne a annoncé une consultation publique sur l'avenir de la Politique Agricole Commune (PAC). La consultation publique de trois mois fait partie de la première phase de modernisation et de simplification de la PAC.

Deux évolutions imprévues expliquent pourquoi nous envisageons de moderniser et de simplifier la PAC si peu de temps après la réforme de 2013. Tout d'abord, on s'est clairement rendu compte que, en partie grâce au processus de la codécision, la complexité de la législation finale a laissé toutes les parties concernées insatisfaites du résultat final – d'où la nécessité d'une simplification de la PAC. Deuxièmement, les changements rapides dans l'environnement politique général entourant l'agriculture de l'UE – à commencer par les marchés ou le commerce, et en terminant par le changement climatique et les défis environnementaux – nécessitent la modernisation de la PAC.

Ces deux dernières années, les agriculteurs ont dû relever des défis sans précédent. Il est temps d'évaluer et d'améliorer les outils politiques pour soutenir les agriculteurs en temps de crise et les rendre plus résistants dans un monde globalisé. Bien que la plus grande partie de la consultation se compose de questions à choix multiples, elle comprend des questions ouvertes telles que :

- Quels sont les principaux problèmes / obstacles qui empêchent la politique actuelle de mener à bien ses objectifs? Quels sont les facteurs derrière ces problèmes?
- Quels éléments de la PAC actuelle sont les plus complexes et pourquoi?
- Considérez-vous la nécessité d'ajouter des objectifs pour une PAC modernisée. Si oui, lesquels?

La consultation est ouverte jusqu'au 2 mai, et l'ELO rédige sa réponse. Les membres sont invités à participer à la discussion et à envoyer leurs contributions. Les résultats de la consultation publique seront publiés en ligne et présentés par le commissaire HOGAN lors de la conférence qui se tiendra à Bruxelles en juillet 2017.

Ana ROCHA, ELO

La consultation est accessible en français: https://ec.europa.eu/agriculture/consultations/cap-modernising/2017_en

Cependant le Professeur Allan BUCKWELL, Directeur de l'étude, a dit: « Les constellations des étoiles de l'UE ne sont pas bien alignées pour une autre réforme importante après que le mandat pour la PAC actuelle soit épuisé en 2020, mais notre analyse montre qu'il est essentiel que la prochaine réforme soit plus significative que la réforme de 2013 et donc nous devons faire tous ce que nous pouvons afin de créer les conditions permettant une telle réforme. »

Dans ses commentaires, l'eurodéputée Mairead MCGUINNESS, a exhorté toutes les personnes impliquées dans toute discussion sur l'évolution future de la PAC de laisser 'leurs bagages à l'extérieur' et de se joindre au débat avec un esprit ouvert, et a dit: « à ce jour, les efforts visant à verdir la PAC ont entraîné une plus grande complexité et des critiques de la part des agriculteurs et des organisations environnementales. La durabilité de l'environnement doit être au cœur de la gestion quotidienne des exploitations agricoles, mais la PAC est également nécessaire pour garantir la durabilité économique et, à ce titre, elle est jugée insuffisante. Pour lutter contre la volatilité, les déséquilibres dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire et la durabilité à long terme, il faudra que tout le monde réfléchisse, mais le défi de financer cette nouvelle PAC dynamique pourrait en fin de compte être le plus important. »

Dans sa réponse, Marco CONTEIRO, Directeur des affaires européennes pour l'agriculture de Greenpeace, a soutenu que les faits, les données et l'analyse claire de ces questions complexes sont au centre de ce débat si nous voulons nous éloigner des arguments motivés par l'émotion et l'inquiétude. La suppression progressive des droits et la discussion d'un nouveau système de contrats nous permettraient de parler d'une approche ascendante parce que les agriculteurs méritent d'être récompensés pour ce qu'ils font, mais se demandent si les paiements directs sont la meilleure façon.

Dans ses remarques de clôture l'eurodéputé MEP Karl-Heinz FLORENZ, a souligné: « Personne n'est satisfait de la politique agricole européenne actuelle pour différentes raisons. RISE nous a présenté aujourd'hui un moyen d'aller de l'avant, « penser autrement ». Je crois que nos plus gros problèmes sont l'incapacité à être durable et à mettre fin à la perte de biodiversité et de ne pas savoir parler aux agriculteurs ni de les inclure dans la prise de décision. Nous devrions faire davantage usage de l'expérience et des connaissances des agriculteurs quant aux mesures qui pourraient être les meilleures et les plus appropriées à prendre. À mon avis, c'est le bon moment pour lancer le débat dès maintenant afin d'être prêt pour la réforme de la PAC en 2020 et de pouvoir participer activement aux discussions de l'avenir. »

Alors commençons le lobby pour une nouvelle PAC. Dans le cadre de la première phase de la modernisation et de la simplification de la PAC la DG Agriculture vient d'ouvrir une consultation publique de trois mois. La date limite pour soumettre le questionnaire est le 2 mai. Les résultats seront publiés sur le site Internet de la DG Agriculture et communiqués lors d'une conférence publique en juillet de cette année.

Pour le rapport complet de cette réunion qui a eu lieu le 10 janvier veuillez-vous rendre sur le site www.europeanlandowners.org/intergroup

Dans le cadre de la consultation publique, le commissaire HOGAN parlera au FFA le 28 mars et discutera avec les participants de la question de savoir si la PAC est apte à délivrer les Objectifs de Développement Durable.

Conférence-débat sur l'accès et l'usage des terres agricoles

L'événement a accueilli un panel regroupant, autour du sujet sensible de l'accès aux terres agricoles, plusieurs spécialistes de haut-vol appartenant au monde politique, académique et agricole. C'est Karl-Heinz FLORENZ, député européen et président de l'Intergroupe « Biodiversité, Chasse et Activités Rurales » qui a introduit la conférence. Les discussions étaient présidées par Annie SCHREIJER-PIERIK, députée européenne et membre, entre autres, du Comité sur l'Environnement, la Santé Publique et la Sécurité Alimentaire.

Johnathan GOFFIOL, EHHA - Emmanuele Mikosz, ELO



Vladimir URUTCHEV, député européen et rapporteur 'fictif' sur le rapport d'initiative « *Etat des lieux de la concentration agricole dans l'Union européenne : comment faciliter l'accès aux terres pour les agriculteurs?* » en a présenté les grandes lignes. Il a d'abord souligné l'objectif premier de ce document, qui consiste à envoyer un message fort auprès de la Commission et des Etats-Membres : les terres agricoles subissent une pression de plus en plus insoutenable en Europe. Il est en effet devenu primordial de surveiller plus étroitement les grandes acquisitions de terres agricoles, tout en mettant un terme aux dérives spéculatives qui affectent fortement ce marché. Le rapport défend dès lors une collecte de données plus exhaustive sur la situation des marchés fonciers nationaux et l'élaboration de nouvelles lignes directrices à soumettre aux Etats-Membres. Les marchés nationaux pourront ainsi plus facilement se conformer aux règles du marché unique européen, ce qui est dans l'intérêt général.

Cette dernière idée a également été reprise par Thomas WIEDMANN, juriste pour la DG pour la stabilité financière, les services financiers et l'union des marchés de capitaux (Commission européenne). Il a mis l'accent sur la nécessité de garantir aux citoyens européens toutes les libertés inhérentes au marché unique (dont la libre circulation des mouvements de capitaux), à un moment où certains pays de l'UE adoptent des mesures limitant l'acquisition des terres agricoles aux investis-

seurs étrangers. La Commission a l'intime conviction qu'il est possible de combattre efficacement les comportements spéculatifs, ainsi que la concentration foncière, sans pour autant devoir s'opposer aux libertés propres au marché commun. Les mesures nationales jugées « disproportionnées » ou « discriminatoires » doivent ainsi être remises en cause par les instances de l'Union, celles-ci entrant directement en contradiction avec les principes fondamentaux établies par le marché européen. Cependant, l'intérêt public doit rester la première priorité ; certaines restrictions imposées par les Etats-Membres pouvant apparaître plus que justifiées compte tenu des défis auxquels ils doivent faire face.

Ces discussions, éminemment politiques, ont laissé ensuite place à deux présentations plus académiques. En tant que professeur à l'Université Catholique de Louvain, Liesbet VRANKEN a fait un compte-rendu très clair et exhaustif de la situation des marchés fonciers nationaux et de leurs régulations en Europe. Jan NOVOPACKY, Secrétaire général de l'Union agricole tchèque et moravienne, a fait écho à cette analyse en s'intéressant plus en profondeur au cas de la République Tchèque.

Ces exposés ont ensuite été suivis par une conversation avec l'audience. La thématique de l'accès aux terres pour les investisseurs peut s'avérer particulièrement cli-

quant. C'est ainsi que deux membres de la Commission prirent la parole pour défendre la position de leur institution sur ces sujets brûlant. Ricard ROMAN, DG Agriculture, a souligné l'importance d'identifier plus précisément les fermiers qui sont toujours actifs ou non, notamment en regard de leur âge, afin de pouvoir développer des politiques plus efficaces dans ce domaine. Son collègue de la DG Environnement, Nick HANLEY, a poursuivi en rappelant l'épineuse question des normes environnementales pour les fermiers.

Le Secrétaire général d'ELO, Thierry de l'ESCAILLE, a souligné que trop de restrictions sur les marchés fonciers entraînent une diminution des contrats de bail foncier à mesure que les propriétaires fonciers hésitent à s'engager - phénomène qui se répand partout dans l'UE. Il a déclaré qu'il est crucial que les agriculteurs, comme tout autre secteur d'activité des PME de l'Europe, puissent grandir pour rester compétitifs. Cela est particulièrement important, a-t-il soutenu, car la prise en charge de l'environnement n'est viable que par des exploitants rentables.

L'ELO poursuivra ce débat vital et apportera des solutions ainsi que des exemples bien fondés afin d'assurer l'accès à la terre pour la prochaine génération d'agriculteurs européens, et afin d'améliorer l'accès aux outils innovants pour ceux qui sont déjà dans ce secteur.



V. URUTCHEV, K.H. FLORENZ, A.SCHREIJER-PIERIK

DEUTZ-FAHR. TECHNOLOGY DRIVEN PRODUCTIVITY.




Leading tractors, combine harvesters and implements.

Innovative technology, attractive design, comfort and productivity – DEUTZ-FAHR offers a complete range of tractors from 35 HP to 340 HP, combine harvesters from 250 HP to 395 HP, telehandlers and forage harvesting equipment. Combining this excellent product range with advanced precision farming systems, DEUTZ-FAHR provides a tailor-made technology solution to allow maximum efficiency in the field and on the road. All in all DEUTZ-FAHR is the perfect partner to increase the profitability of any business.

To discover more please contact a DEUTZ-FAHR dealer or visit deutz-fahr.com.



DEUTZ-FAHR is a brand of  SDF





2017 Arbre européen de l'année

16 pays participent cette année à la 7ème édition du prestigieux concours environnemental « L'arbre européen de l'année ». Pendant le mois de février chacun peut choisir ses arbres préférés en votant en ligne via le lien www.treeoftheyear.org. Plus de 250 000 personnes ont voté l'an dernier.

Ana CANOMANUEL, chargée de communication

L'Arbre européen de l'année est un concours qui souligne l'importance des arbres dans notre vie quotidienne, ainsi que leur importance pour l'héritage culturel européen. Parmi les histoires de cette année, l'un des plus vieux arbres d'Europe - le chêne Stelmužė en Lituanie; des arbres qui poussent dans des cours d'école- finalistes écossais et allemands; des survivants du développement urbain - le chêne gallois de Brimmon; et un arbre très cinématographique en Angleterre. Rendez-vous sur le site web de l'Arbre européen de l'année pour lire les histoires complètes des arbres- finalistes. L'Arbre européen de l'année est soutenu par Karmenu VELLA, Commissaire européen en charge de l'environnement, des affaires maritimes et de la pêche. « Dans notre monde de plus en plus urbain, les arbres ont besoin d'être célébrés. Je suis heureux de voir ce concours rendre hommage à leur histoire et à la relation spéciale que nous partageons avec eux », a-t-il déclaré l'an dernier à l'occasion de la cérémonie de remise de prix.

Les lauréats seront honorés lors de la cérémonie de remise des prix organisée au Parlement européen à Bruxelles par les eurodéputés Pavel POC de la République tchèque et Bronis ROPÉ de Lituanie. Rejoignez-nous pour célébrer les arbres le 21 mars, Journée internationale des forêts, en présence de Daniel CALLEJA CRESPO, Directeur général pour l'environnement, Commission européenne.

FAITS & CHIFFRES

- 7ème édition
- 16 arbres de 16 pays
- 2017 nouveau pays: Lituanie
- Plus de 200 000 votes chaque année
- Plus de 600 000 visites sur le site chaque année
- 200 participants à la cérémonie de remise des prix à Bruxelles

Contacts pour les médias:

Ana CANOMANUEL, chargée de communication,
ana.canomanuel@nap.cz

+32(2) 235 20 02

Andrea KRUPOVA, coordinatrice du prix:
andrea.krupova@nap.cz
+420 515 903 131



L'Arbre européen de l'année est un concours qui met en lumière l'importance des arbres dans le patrimoine naturel et culturel de l'Europe et l'importance des services fournis par les écosystèmes. Le concours ne cherche pas le plus bel arbre, mais un arbre avec une histoire, un arbre enraciné dans la vie et le travail des personnes et de la communauté qui l'entoure.

www.treeoftheyear.org

Le CIC soutient l'Exposition mondiale de la chasse et de la nature prévue en 2021



Le Conseil international pour la conservation du gibier et de la faune (CIC) a déjà commencé la préparation de l'Exposition mondiale de la chasse et de la nature de 2021. À l'Exposition Internationale de la Pêche, de la Chasse et des Armes (FeHoVa) à Budapest, qui a eu lieu du 9 février au 12 février 2017, le CIC a présenté l'esprit africain avec un stand interactif avec le thème « Keep Calm and Let Africa Speak ! ».



G. AMAN, Président du CIC

universelle de 2021, [le stand du CIC] se concentrera sur un autre continent. On l'a dit à maintes reprises, mais Dr SEMJEN et Commissaire KAROLYI, vous pouvez être assurés que le CIC est à votre service alors que nous nous préparons pour 2021! ».

Exposition universelle de la chasse organisée en 1971

La plus grande exposition de chasse de tous les temps a été la première exposition mondiale de chasse qui s'est déroulée du 27 août au 30 septembre 1971 à Budapest. Le succès et les hauts standards internationaux de l'exposition ont été prouvés par la présence de 52 pays des quatre continents (Europe, Afrique, Amériques et Asie) et l'organisation de manifestations nationales dans 35 pays.

L'événement de 35 jours a attiré plus de 2 millions de visiteurs, dont plus de 200.000 chasseurs étrangers et d'autres invités.

L'objectif de ce thème était de rapprocher le continent africain des visiteurs, de les sensibiliser aux questions de conservation de la faune et de mettre en évidence le travail de CIC dans le domaine de l'utilisation durable de la faune et des terres sauvages, principalement dans les pays africains où l'utilisation de la faune fournit un revenu vital pour la survie et l'expansion des efforts de conservation. Jusqu'à l'Exposition universelle en 2021, chaque année, le CIC introduira la chasse et la conservation de la faune à travers le monde entier.

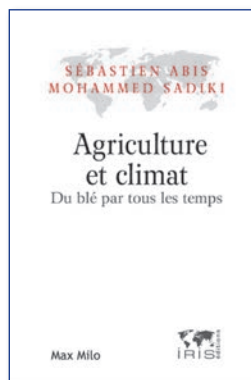
Lors de la cérémonie d'ouverture, le Vice-premier ministre hongrois, Dr. Zolt SEMJEN, a indiqué que l'Exposition mondiale de la chasse et de la nature en 2021 sera la première exposition en Hongrie célébrant le 50ème anniversaire de l'Exposition universelle de la chasse organisée en 1971. Le comte József KAROLYI a été nommé commissaire à l'Expo mondiale, il sera donc responsable de l'organisation de cet événement qui doit se dérouler dans trois lieux différents, au Hungexpo (centre de foire de Budapest), au musée de chasse de Hatvan, et au zoo de Budapest renouvelé.

George AMAN, Président du CIC, a salué les invités et les participants du FeHoVa, et en soulignant l'importance d'unifier la

communauté de chasse a invité le public à visiter le stand CIC. « Chaque année, à partir de maintenant jusqu'à l'Exposition

Agriculture et climat. Du blé par tous les temps

Sébastien ABIS, Mohammed SADIKI
IRIS Editions/Max Milo



Activité vitale de par sa fonction nutritive, l'agriculture remplit aussi des rôles économiques, sociaux et environnementaux. Elle continue également d'être un déterminant de la stabilité et de la paix. Or, la croissance démographique et l'amplification des changements climatiques la placent devant un double impératif. Très exposée aux chocs météorologiques et aux catastrophes naturelles, l'agriculture doit cependant accroître sa productivité tout en réduisant son empreinte sur l'environnement. Parallèlement, elle offre des réponses face aux menaces qui pèsent sur l'évolution du climat.

Cette interaction permanente entre climat, alimentation et géopolitique trouve un écho majeur dans le bassin méditerranéen, véritable baromètre des tensions agricoles mondiales. La gestion de l'eau et de la terre, l'amélioration des conditions de vie en milieu rural et la nécessité de recourir aux marchés internationaux pour couvrir les besoins alimentaires sont des défis majeurs à relever dans cette région.

L'Europe aura-t-elle accès à la sélection végétale du XXI^e siècle?

Nous ne sommes qu'à deux ou trois générations d'avoir à nourrir 9 milliards de personnes, dont beaucoup font maintenant partie de la classe moyenne et exigent plus de nourriture et d'une plus grande variété. Ils ont tous le droit de s'attendre à ce que leur demande soit satisfaite et d'insister pour que la chaîne alimentaire le fasse de manière durable. Toutefois, les changements climatiques, les problèmes environnementaux et l'utilisation inefficace des ressources font obstacle à notre capacité à le faire.

Robert de GRAEFF, ELO



Nous avons donc besoin de nouveaux outils qui nous permettent de relever ces défis, et la nouvelle technique d'édition du génome végétal, avec sa capacité extraordinaire de désactiver ou d'améliorer les gènes existants, pourrait faire partie de la réponse. Actuellement, 'l'élevage' de nouvelles espèces de plantes adaptées à l'agriculture moderne prend des milliers de cas expérimentaux, plusieurs années, et de lourds investissements en capital. Cependant, la nouvelle génération de *techniques d'amélioration génétique* (ang. NBT) permettra une identification préalable et plus rapide des caractéristiques végétales souhaitables, permettant ainsi des progrès rapides. L'outil le plus puissant et adaptable pour l'édition du génome est actuellement une méthode appelée «CRISPRCas9». En seulement quelques années, cette NBT a permis aux chercheurs d'activer ou de désactiver systématiquement des séquences d'ADN qui font déjà partie de l'ADN de la plante. Les applications à court terme incluent la capacité d'améliorer ou de réprimer des parties spécifiques de la composition génétique des plantes, qui ne pourront augmenter la mutation des plantes que dans ces régions - éliminant les dommages hors site ou les mutations indésirables.

Pour les agriculteurs et les consommateurs, les avantages potentiels pourraient être extraordinaires. Les cultures de base telles que le blé, le soja, le riz et d'autres

pourraient être rapidement développés pour fournir de meilleurs rendements, résister à la sécheresse ou avoir une plus grande résistance aux maladies. Elle pourrait même être utilisée pour rendre les aliments plus nutritifs, et « atteindre » des séquences d'ADN qui causent des allergies chez les humains. Compte tenu des changements mondiaux, cela ne sera pas seulement bon pour les entreprises agricoles, mais peut même être essentiel pour soutenir l'humanité.

Ces techniques diffèrent fondamentalement des outils d'édition de gènes précédents - les célèbres plantes GM - qui s'appuient sur l'insertion du matériel génétique, généralement d'espèces étrangères, dans la plante. Avec les outils NBT, les effets créés sont déjà latents dans l'ADN de la plante, et sont seulement « réveillés ». En avril dernier, le Ministère de l'Agriculture des États-Unis a déjà déterminé qu'un champignon modifié avec le CRISPRCas9 ne relevait pas de sa législation traditionnelle sur les OGM, car les changements créés étaient internes au champignon et non introduits par des sources extérieures.

L'Union Européenne évalue comment réguler les plantes et les animaux développés grâce à ces techniques. La Commission européenne se penche actuellement sur l'analyse juridique essentielle qui permettra de dire si ces nouveaux outils relèveront de sa législation incroyablement

restrictive sur les OGM. Actuellement, la CE définit les OGM comme des organismes avec des altérations qui ne peuvent pas se produire naturellement, mais les autorités suédoises ont déjà conclu que les plantes éditées par CRISPR (tant qu'elles ne contiennent pas d'ADN étranger) ne devraient pas être définies comme des OGM.

Pour les agriculteurs, la clarté et la certitude sont essentielles. Nous demandons à la Commission européenne de ne pas inclure les NBT dans sa législation sur les OGM, ce qui aurait pour effet de tuer cette technologie en Europe avant qu'elle n'émerge. Cependant, pire que de mauvaises nouvelles, c'est le manque de nouvelles; alors que nous comprenons que ce sera un dossier d'un grand poids politique et causant de nombreuses prises de tête, mais cela ne peut pas être une raison de ne pas se rendre à l'évidence lorsque le potentiel des NBT est si extraordinaire.

Les NBT et les autres technologies agricoles seront discutés le **27 mars** lors de la conférence pré-FFA d'ELO. N'oubliez pas de vous enregistrer: preffa2017.eventbrite.com

AGRILAND

Vous êtes propriétaire de terres agricoles et vous cherchez une formule efficace et rentable pour la gestion de votre bien: l'équipe d'Agriland se met à votre disposition.

L'objectif d'Agriland est d'assurer une optimisation financière en toute transparence et de renforcer le lien que vous avez avec votre terre. Nous vous informons sur les évolutions en matière d'agriculture, rencontrons les institutions publiques, encourageons l'emploi local et soutenons le verdissement par une gestion respectueuse de l'environnement.

Plus d'infos sur www.agriland.be

SA Agriland / Avenue Pasteur 23 - 1300 Wavre | tél. +32 10 232 906 | fax +32 10 232 900 | e-mail: agriland@agriland.be



Les projets de YFCS pour 2017

L'association "The Young Friends of the Countryside" se tournent vers ce qui a été une année très excitante en 2016.

Marie-Christine SCHONBORN, YFCS



Elle a commencé par un très intéressant *Forum pour l'Entrepreneuriat Rural (FCE)*, qui a abordé le thème du marketing comme une clef de voûte de l'entrepreneuriat. De plus, les *Young Friends* ont remis le Prix FAMIGRO 2016, qui choisit le meilleur projet entrepreneurial à Edouard de MERODE pour son projet WIGNAC. WIGNAC produit du cidre dans les Ardennes en France et nous sommes ravis d'entendre parler de ses développements prévus en 2017! Le Conseil tient à remercier tout particulièrement Agnès de LIEDEKERKE-BEAUFORT, Geoffroy DE CANNIÈRE et Francesco KINSKY DAL BORGO!

En avril les *Young Friends* ont eu la chance d'être invités au deuxième séminaire sur le partage des expériences d'entrepreneuriat à Genève. Les thèmes de la succession et du transfert des entreprises familiales sont d'un grand intérêt pour les YFCS en tant que nouvelle génération, et nous nous sentons très privilégiés d'avoir pu participer à ce séminaire très intéressant.

En juin les YFCS ont rejoint les *Friends of the Countryside (FCS)* pour leur Assemblée générale à Wolfsburg, Allemagne. Comme toujours, l'AG de la FCS s'est avéré être un

week-end présentant des points de vue différents sur les entreprises familiales.

De plus, les *Young Friends* ont accueilli leur Assemblée générale à Vienne, en Autriche, afin de partager des expériences très intéressantes, telle la gestion d'un club de golf, ou sur les différents aspects de la chaîne alimentaire, telle la production de champignons et la pisciculture. Nous avons également eu la chance d'entendre Felix MONTECUCCOLI, qui nous a présenté le concept de durabilité et sa mise en œuvre en Autriche. Ana ROCHA, liaison entre l'ELO et l'organisation des propriétaires terriens britanniques, a présenté une mise à jour de première main sur le Brexit. En outre, l'ambassadeur des YFCS, Alix HEIM DE BALSAC, nous a présenté l'organisation de «FORUM FORÊT» qu'elle a créée et qui est destinée à répondre à des questions spécifiques sur la sylviculture par des jeunes en France. Le Conseil souhaite remercier encore une fois nos hôtes Ferdinand TRAUTMANNSDORFF, Venzel CZERNIN, la Famille EDLINGER et Alexander VILSMEIER qui nous ont aidés à organiser l'AG de cette année!

L'année 2017 promet également des projets excitants mis en œuvre par le Conseil! Tout d'abord, les YFCS sont invités en

France pour découvrir la belle région de l'Anjou et pour discuter des sujets qui nous passionnent, comme la durabilité des campagnes et la gestion immobilière en compagnie des propriétaires européens éprouvés. Le FCE aura lieu du **31 mars au 2 avril**. Veuillez enregistrer la date!

De plus, cette année, les YFCS tiendront pour la première fois, à **la fin du mois de mai 2017**, leur l'Assemblée générale ensemble avec les FCS à Maastricht, en Belgique. Nous sommes impatients de passer un excellent week-end et de collaborer encore plus avec les *Friends of the Countryside!*

Enfin, nous prévoyons également de nous rendre au Royaume-Uni pour la *Game Fair* le **week-end du 29 juillet!**

Enfin, n'hésitez pas à nous contacter pour le PRIX FAMIGRO. Si vous démarrez votre propre start-up, n'hésitez pas à postuler pour le FAMIGRO AWARD! Le FAMIGRO AWARD attribue 5 000 € au meilleur projet ainsi que des conseils financiers. Nous aimerions avoir de vos nouvelles et soutenir votre projet!

LULUCF dans le cadre de l'UE 2030 sur le climat et l'énergie

L'Europe a une forte tradition de leadership dans la lutte contre le changement climatique. Avant même l'Accord de Paris, le Conseil européen et la Commission européenne ont fixé le cadre de 2030 sur le climat et l'énergie ainsi que le plan directeur pour lutter contre le changement climatique global après 2020 et ont mandaté la Commission européenne pour inclure l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (LULUCF) dans son cadre.

De plus, le Protocole de Kyoto impose des contraintes à l'UE et à chacun de ses États membres, car ils doivent veiller à ce que le secteur LULUCF ne génère pas d'émissions supplémentaires. Étant donné que ce Protocole expirera à la fin de 2020, l'UE a lancé sa proposition sur l'inclusion des émissions et des absorptions de gaz à effet de serre du secteur LULUCF dans le cadre climatique et énergétique de 2030, y compris le mécanisme de surveillance et de déclaration des émissions de gaz à effet de serre. Cela contribuera à **l'atténuation du changement climatique en réduisant les émissions et en maintenant et en améliorant les puits et les stocks de carbone au niveau national.**

Cette nouvelle proposition prévoit une certaine flexibilité en ce qui concerne les émissions provenant de perturbations naturelles, ainsi que la possibilité de compenser les émissions d'une catégorie de terres en les supprimant dans une autre. Elle prévoit en outre la possibilité d'accumuler les absorptions nettes sur la période de la législation, ainsi que les échanges d'émissions entre les États membres.

Toutefois, l'ELO et les États membres ont également certaines inquiétudes. La présente proposition n'inclut que le contrôle des récoltes, et non la gestion ou la croissance des forêts. En outre, le niveau de référence forestière, sur lequel les contrôles des récoltes sont basés, doit être pris en considération. Cela a été confirmé lors du dernier Conseil de l'Agriculture, où les États membres ont été globalement positifs, mais ont également souligné l'importance de la gestion durable des forêts et ont critiqué la proposition de ne pas reconnaître les forêts existantes; actuellement seuls les arbres nouvellement plantés reçoivent des crédits d'émissions.

Le Comité de l'Environnement du Parlement européen examinera officiellement la proposition et le Comité de l'Agriculture ne pourra qu'exprimer son opinion. Cette mesure surprenante, étant donné que la proposition pourrait avoir un impact considérable sur l'agriculture européenne, a été suggérée pendant la Conférence des Présidents des Comités du Parlement.

Clara MORENO, ELO



La réunion de lancement du projet AgriDemo-F2F

Du 10 au 12 janvier dernier s'est tenue la réunion de lancement du projet Horizon 2020 'Construire une communauté AgriDemo-Hub interactive: optimiser la formation d'agriculteur à agriculteur' ou AgriDemo-F2F. Réunissant 14 partenaires de différents pays européens, le projet AgriDemo-F2F s'étendra sur 30 mois. L'objectif général du projet est d'optimiser l'apprentissage entre pairs dans la communauté de l'agriculture commerciale grâce à :

- une meilleure compréhension du rôle des fermes dans la diffusion de bonnes pratiques et d'approches agricoles innovantes au sein de la communauté agricole
- a la création d'outils pour une meilleure organisation des approches d'apprentissage d'agriculteur-à-agriculteur afin de les rendre accessibles aux utilisateurs finaux.

Le projet se réalisera en partenariat entre deux consortiums avec le projet PLAID, sur la base des similarités d'objectifs et de résultats attendus. Un travail de collaboration augmentera l'efficacité et l'impact final, tout en favorisant les synergies.

Au cours des trois jours de la réunion de lancement, les partenaires se sont penchés sur les synergies existantes entre les deux projets et ont travaillé sur la gestion générale, les exigences financières et les outils de communication liés à chacun des projets. Plusieurs sessions de travail étaient conjointes entre les partenaires des deux projets. Une session a été dédiée à la définition de fermes de démonstration afin d'arriver à un accord commun entre les partenaires. Un workshop sur la création d'un 'Hub' a donné lieu à une participation active et des échanges fructueux.

La prochaine réunion se tiendra à Aberdeen au mois de juin.

Pour plus d'informations veuillez contacter Servane MORAND (servane.morand@elo.org)
Grant Agreement number: 728061
AgriDemo-F2F – H2020-RUR-2016-2017/H2020-RUR-2016-1

Annnonce de la disparition de notre ami Nicholas EFSTATHIADIS

C'est avec grande tristesse que nous vous informons que nous avons subi la perte d'un collègue remarquable, membre de l'association sylvicole 'Forest Owners Association' en Grèce. Il est décédé le mois dernier d'une soudaine hémorragie cérébrale. Nous avons perdu une personne d'une grande qualité qui nous manquera beaucoup.

Au nom de l'ELO, nous souhaitons adresser nos sincères condoléances à ses amis et à sa famille. Nicholas EFSTATHIADIS a été très respecté en tant que Président de notre 'Forestry Policy Group' et en tant que représentant de l'association sylvicole en Grèce. Ceux d'entre nous qui ont eu la chance de travailler avec lui ont été témoins de son engagement et de sa gentillesse.

Secretariat d'ELO

Agenda

2 février - 2 mai, consultation publique en ligne

La DG AGRI vient d'ouvrir la consultation publique sur la réforme de la PAC. Les résultats de ce questionnaire seront publiés sur la page web de la DG AGRI et communiqués lors d'une conférence publique en juillet 2017

<https://ec.europa.eu/eusurvey/runner/FutureCAP>

7 - 10 mars, Bonn, Allemagne

5ème session plénière de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques

www.ipbes.net/plenary/ipbes-5

21 mars, Bruxelles

La cérémonie de remise des prix de l'Arbre européen de l'année à l'occasion de la Journée internationale des forêts

www.treeoftheyear.org

27 mars, Résidence Palace, Bruxelles

«Conférence Pré-FFA », y compris la présentation de l'étude de la Fondation RISE sur la réforme de la PAC; et les ateliers d'ELO « Atténuation des risques et de gestion pour l'investissement agricole » et « Créer des opportunités et donner un accès aux nouvelles technologies aux agriculteurs »

www.elo.org

28 mars, Square, Bruxelles

10th Forum sur le futur de l'Agriculture (FFA)

www.forumforagriculture.com

31 mars - 2 avril, France

Forum pour l'Entrepreneuriat Rural (FCE).

www.yfcs.eu

3 - 4 avril, Bruxelles

4ème réunion du consortium du projet RE-VAB

www.revab-erasmus.eu

10 - 11 avril, Munich, Allemagne

FORBIO: réunion des partenaires

www.forbio-project.eu



Le FFA reconnu comme Be Ambassador-Ambassadeur de Bruxelles

Visit.brussels (la plate-forme touristique officielle de Bruxelles) a remis les titres d'Ambassadeur de Bruxelles aux groupes et événements qui ont apporté une contribution exceptionnelle à la promotion de Bruxelles en tant que destination MICE mondiale. Le 'Forum for the Future of Agriculture - FFA' a reçu le titre Be Ambassador de la ville lors du dîner de gala.

En présence d'universitaires, de médecins, de commissaires européens, de doyens d'universités, de présidents, de membres d'organisations internationales basées à Bruxelles, de scientifiques, de directeurs de sociétés hospitalières et d'autres partenaires de destination, les trente sept nouveaux ambassadeurs ont été récompensés pour leurs efforts et leur aide. Outre le FFA, la cérémonie de remise des prix a également rendu hommage à la 'Semaine verte' organisée par la Commission européenne et à la 'Semaine européenne des régions et des villes'.

Source: <http://ftnnews.com/mice/31540-visit-brussels-presents-37-ambassador-awards.html>

Telemak
webcast
streaming
video services

Contact:
Emmanuel De Groef
Tel: +32 2 709 10 50
manu.de.groef@telemak.com
www.telemak.com

Let's increase our food supply
without
reducing theirs

the
good
growth
plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com

syngenta

10th
2008•2017



FORUM FOR THE FUTURE OF AGRICULTURE

Where agriculture &
environment meet

Tuesday, March 28, 2017 – Square, Brussels



Since 2008, the Forum for the Future of Agriculture has provided the highest European and international platform to debate sustainable agriculture and environmental challenges.

FFA2017 will renew its commitment to catalyse and pursue ideas that drive sustainability from the farm to the dinner table.

Join us and the high-level speakers at FFA2017



Kofi Annan

Founder and Chair of the Kofi Annan Foundation, 7th Secretary-General of the United Nations (1997-2006), Nobel Peace Laureate



Janez Potočnik

Chair FFA2017,
Chairman RISE Foundation



Dame Ellen MacArthur

Founder, Ellen MacArthur Foundation



Giovanni La Via MEP

Former Chair of the Committee on the Environment, Public Health and Food Safety, European Parliament



Phil Hogan

Commissioner for Agriculture and Rural Development, European Commission



Daniel Calleja Crespo

Director-General,
Directorate-General for Environment, European Commission

Register now at www.forumforagriculture.com

An initiative from

ELO  European Landowners' Organization

syngenta

Check www.forumforagriculture.com for further speakers, announcements, program details and updates

 @ForumForAg
 [forumforagriculture](https://www.facebook.com/forumforagriculture)

Media Partner **POLITICO**